

LES DESSOUS DE L'UTOPIQUE BAISSSE DES PRIX...

Le fait national du cabinet déchu fut la retentissante déclaration du magicien Léon Blum, décrétant ridiculement une problématique baisse des prix de 5%.

Désirer est une chose, pouvoir en est une autre. Le scepticisme populaire s'appuyait sur trop de précédents, sur trop d'espoirs déçus, sur trop de réalisme concret, pour ne pas être légitime. Déjà des voix, prophétiques, s'élève pour mettre le public en garde contre de trop fragiles espérances en dénonçant la présence toujours vivace des «*lois d'airain*», dont les répercussions s'opposent à ce mirage d'une baisse des prix.

L'expérience de la baisse, il est vrai, s'entoure d'une garantie primordiale: le succès de sa démagogie et impuissante expérience est lié à la collaboration des consommateurs. De sorte que l'échec certain sera mis au compte d'une incompréhension et d'une apathie des consommateurs. Le tour, s'il n'est inédit, ni habile, est classique et ne saura tromper que celui qui veut l'être.

Aujourd'hui, l'accord des confédérations sur ce domaine, la patronale, l'agricole et l'ouvrière, donne un semblant de sérieux à cette mascarade éhontée. Mais l'impuissance et la démagogie de ces représentants peuvent être mises en évidence par cette simple question: seront-ils suivis par les adhérents de leurs organisations et par les professionnels non syndiqués, qui, pour la *Confédération agricole* tout au moins, forment la masse la plus nombreuse?

L'expérience de la *Conférence économique* est assez vivante encore dans les esprits pour nous permettre de répondre catégoriquement par la négative. Unanimement, les considérations et décisions prises à cette conférence par les divers représentants furent repoussées par la masse des adhérents. Au lieu de la baisse des prix dogmatiquement et ridiculement décrétée en vase dos, ce fut la ruée vers les hausses vertigineuses sur les denrées alimentaires et les produits industriels. Une hausse légitime des salaires s'ensuivit.

L'état d'esprit des masses a-t-il donc évolué depuis lors? Rien ne permet de l'affirmer, au contraire. Un durcissement dans les esprits, un désenchantement compréhensible, voilà les caractéristiques actuelles de l'opinion publique. Or, M. Blum comptait avec le choc psychologique favorable, indispensable au succès de son expérience, qu'il sait par ailleurs impraticable. Le choc psychologique faisant défaut entraîne l'échec de la tentative.

Il serait vain d'appeler les résultats dus à la politique belge en faveur de l'essai français. Les conjonctures sont diamétralement opposées: temps, psychologie et possibilités matérielles. Le succès belge - d'ailleurs fort contesté et contestable - ne peut, vu les circonstances spéciales des deux tentatives, être appelé à la rescousse.

Nous mettons le gouvernement - celui-ci ou un autre - au défi de pouvoir diminuer les prix des denrées agricoles. Or, ces dernières tenant une place prépondérante dans le budget ouvrier, toute autre baisse sur d'autres produits ne peut amener le résultat escompté. Les producteurs agricoles - dont les prix sont libres, rappelons-le - attendront la baisse des produits industriels pour emboîter le pas. Les contraindre à cette baisse ne se pose même pas: on ne se met pas à dos la majorité des électeurs si l'on n'a aucun goût pour le suicide politique.

Les prix, des matières premières et des produits de base mi-ouvrés sont, d'après les industriels, au-dessous des prix normaux, et leur ascension doit logiquement et équitablement continuer un certain temps encore. Les dirigeants de la *Confédération patronale* peuvent bien promettre: ils savent qu'ils ne risquent rien, et leurs bénéfices, non plus.

La baisse de 5% est donc impossible pour les denrées agricoles et produits industriels. Reste donc la baisse effective réalisable par les détaillants - autres lampistes en l'occurrence. Mais à qui fera-t-on croire que, sans un renforcement de la récession et du *Contrôle économique*, qui viendra de ce fait augmenter les dépenses de l'État, ces détaillants acceptent bénévolement une réduction de leurs bénéfices?

La cause est entendue: la baisse est impossible, mathématiquement.

Mais, possible ou non, l'État s'en moque éperdument, car son but réel est pas de tenter une diminution du coût de la vie. Un écueil dangereux se trouve sur la route du navire à demi naufragé. C'est la perturbation profonde créée par les revendications ouvrières actuelles. M. Blum, son parti et tous les autres partis furent d'accord tacitement ou non, avec le *Grand Patronat*, pour berner le *Prolétariat*. Ils veulent lui faire subir les frais du redressement économique et monétaire envisagé, sinon par l'abandon impossible de ses légitimes revendications, du moins par une réduction massive de ses prétentions.

En lui promettant une illusoire baisse des prix, nos petits machiavels espèrent endormir la combativité naissante du monde ouvrier. Ils sont assurés de l'appui des chefs de la C.G.T. trahissent sciemment, en toute connaissance de cause, les intérêts de ceux qui les ont placés aux fonctions qu'ils occupent.

Aux salariés de riposter efficacement en n'acceptant aucun amoindrissement de leurs si légitimes revendications et, au contraire, en intensifiant leur action quotidienne jusqu'à son aboutissement seul créateur: la grève générale expropriatrice.

Marcel LEPOIL.
